

# CORÉE DU NORD: VERS LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE?

Le programme atomique nord-coréen fait obstacle à la recherche de la paix sur la péninsule, menace la stabilité en Asie du Nord-Est et représente un risque de prolifération à l'échelle mondiale. Il reste à voir si la Corée du Nord va réaliser le désarmement nucléaire convenu dans le cadre des pourparlers à six. La constellation actuelle de dialogue et de pression dans les négociations, qui remonte à une meilleure coopération américano-chinoise, permet d'être optimiste. La sécurité de la région à plus long terme dépendra cependant aussi de l'évolution politique et socio-économique de la Corée du Nord.



Les négociateurs des pourparlers à six, le 17 août 2007

Sheng Li / Reuters

La crise entourant le programme atomique nord-coréen a été caractérisée ces derniers mois tant par une escalade que par des signes d'une solution pacifique. L'essai nucléaire souterrain de la Corée du Nord du 9 octobre 2006, qui a démontré sa capacité atomique, auparavant contestée, a eu pour effet d'aiguiser le conflit. Stratégiquement parlant, cette évolution est significative à trois égards: premièrement, la structure du conflit entre les deux Etats coréens s'en trouve modifiée, ce qui rend encore plus difficile la recherche de stabilité et de paix sur la péninsule. Le déséquilibre nucléaire accroît la dépendance de la Corée du Sud par rapport au potentiel dissuasif des Etats-Unis et renforce, du moins à court terme, le régime autoritaire de Kim Jong Il. Deuxièmement, elle favorise une course à l'armement possible dans la région qui menace de miner les structures d'ordre

actuelles et l'équilibre des puissances en Asie du Nord-Est. Si le Japon et la Corée du Sud choisissent également l'option nucléaire, l'importance de leurs alliances de sécurité avec les Etats-Unis s'en trouverait relativisée. Troisièmement, un nouvel affaiblissement menace le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) si la communauté internationale ne réussit pas à dénucléariser la Corée du Nord, sortie du TNP en 2003. On ne peut pas non plus ignorer le risque que le régime nord-coréen vende son savoir-faire et son matériel nucléaires à d'autres Etats ou groupes terroristes.

D'autre part, on peut constater des progrès remarquables dans les efforts internationaux en vue d'une solution pacifique à la crise nucléaire. La Corée du Nord a accepté le 13 février 2007 un plan d'action selon

lequel elle s'engage, en contrepartie de livraisons d'énergie internationales et de relations normalisées avec les Etats-Unis, au désarmement nucléaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé depuis l'arrêt du réacteur nucléaire de Yongbyon. La Corée du Nord et les Etats-Unis se sont finalement mis d'accord à Genève, le 2 septembre 2007, sur le fait que Pyongyang devra dévoiler l'ensemble de ses programmes nucléaires et les démanteler d'ici fin 2007. L'espoir de détente sur la péninsule a été en outre suscité par l'annonce d'une rencontre au sommet des deux Etats coréens qui devrait avoir lieu en automne 2007. Si ces développements donnent lieu à un optimisme prudent, la question fondamentale de l'évolution intérieure à long terme de la Corée du Nord reste quant à elle non résolue.

## Cycles d'escalade et de désescalade

Le débat quant à la manière dont il faut réagir aux ambitions nucléaires de Pyongyang remonte au milieu des années 1980, date à laquelle les services secrets américains ont découvert les premiers signes d'un programme atomique. Après l'annonce en 1993 par la Corée du Nord de son désir de sortir du TNP, les Etats-Unis ont négocié bilatéralement l'accord-cadre de Genève du 21 octobre 1994. Par cet accord, la Corée du Nord s'engageait à arrêter la fonctionnement et la construction des réacteurs faisant l'objet de la controverse. Le pays devait recevoir en contrepartie deux réacteurs à eau légère

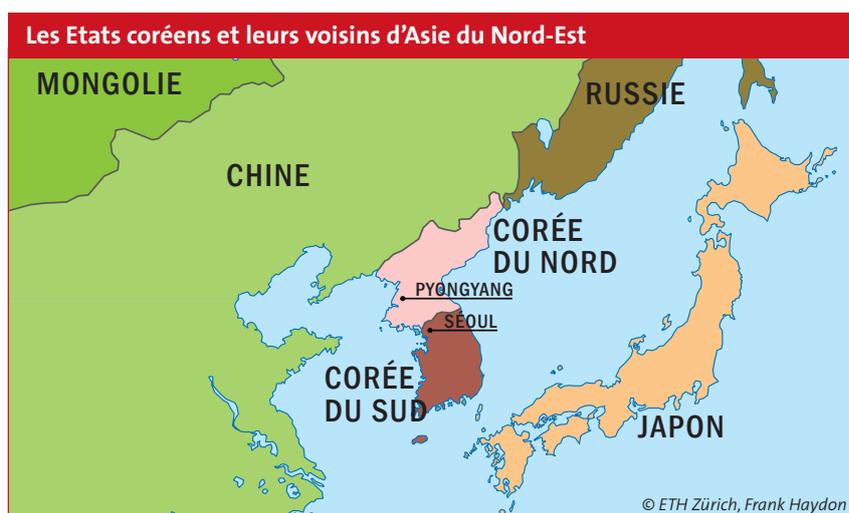
ne se prêtant pas à la prolifération ainsi que des livraisons d'énergie.

Après les attaques du 11 septembre 2001, les relations entre la Corée du Nord et les Etats-Unis se sont nettement dégradées. Washington a accusé Pyongyang de mener un programme clandestin d'enrichissement de l'uranium et a accru la pression sur le régime nord-coréen. George W. Bush, le président américain, a classé, dans son discours sur l'état de la nation de 2002, la Corée du Nord parmi les pays de l'«axe du mal». La Corée du Nord s'est retirée pour sa part du TNP et a réactivé son programme de fabrication du plutonium – la condition préalable à l'essai d'octobre 2006.

### Les pourparlers à six

Les premiers pourparlers à six en vue d'une solution à la crise nucléaire ont eu lieu en Chine en août 2003. Les deux Etats coréens, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon ont pris part à ces négociations. Une première percée a été réalisée au cours du quatrième tour des pourparlers le 19 septembre 2005, date à laquelle les six ont atteint un accord sur le désarmement nucléaire vérifiable de la péninsule coréenne. La Corée du Nord s'est déclarée prête à renoncer à toutes ses armes nucléaires et à tous ses programmes nucléaires ainsi qu'à rejoindre le TNP. Les cinq (les six moins la Corée du Nord) ont fait entrevoir en échange à Pyongyang une coopération énergétique et des relations normalisées avec les Etats-Unis et le Japon et ont reconnu le droit de la Corée du Nord d'avoir recours à l'énergie atomique à des fins pacifiques. Washington a souligné qu'elle respecterait la souveraineté de la Corée du Nord, ce qui se rapprochait d'une promesse de non-agression. Le régime nord-coréen a malgré tout déclaré, un jour seulement après l'accord, ne pas vouloir abandonner son programme nucléaire avant d'avoir reçu aussi un réacteur atomique civil. La déclaration adoptée conjointement n'avait une nouvelle fois mené à rien.

Les nouvelles tensions ont été aiguës par des mesures politico-financières prises par les Etats-Unis à l'encontre de la Corée du Nord en septembre 2005. Soupçonnant le régime nord-coréen de blanchiment d'argent, les Etats-Unis ont mis la Banco Delta Asia de Macao sur la liste noire de l'*Illicit Activities Initiative* et gelé des avoirs nord-coréens d'un montant de 25 millions d'US\$. Bien que cette somme soit relativement modeste, la mesure a eu un grand effet. La Corée du Nord a été financièrement



coupée du reste du monde, les banques internationales ayant rompu par la suite leurs relations avec Pyongyang. La Corée du Nord a suspendu là-dessus sa participation aux pourparlers à six et fait escalader le conflit en tirant des missiles en juillet 2006 et en procédant à un essai nucléaire trois mois plus tard.

La réaction internationale à l'essai nucléaire a été étonnamment ferme. Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité, avec la résolution 1718, des sanctions économiques étendues. Il est remarquable que la Chine, le plus proche allié et le plus important partenaire commercial de Pyongyang, se montre plus disposée à exercer une pression sur la Corée du Nord en vue de prévenir une nucléarisation de la péninsule. La même chose vaut pour la Corée du Sud qui a approuvé les sanctions contre la Corée du Nord et s'est ainsi écartée en partie de sa «politique du rayon de soleil» misant sur une collaboration pacifique.

Les Etats-Unis se sont pour leur part reconcentrés sur la diplomatie. Entre 2002 et 2006, Washington avait fait dépendre un dialogue bilatéral avec la Corée du Nord de la renonciation préalable de cette dernière à son programme d'armes atomiques. Le gouvernement américain a d'autre part longtemps considéré les pourparlers à six comme un instrument se prêtant davantage à la gestion à court terme des crises qu'à une solution durable des conflits. Différents facteurs l'ont cependant poussé à changer de stratégie et à entamer des pourparlers bilatéraux avec la Corée du Nord quant à la libération des fonds bloqués. Outre le manque d'options militaires dans le cas de la Corée du Nord, il se peut que l'influence faiblissante des néoconservateurs sur l'agenda de politique extérieu-

re de l'administration Bush, les difficultés continues en Irak et l'accentuation de la crise iranienne aient été déterminantes. La négociation réussie d'un traité par les pourparlers à six, repris le 13 février 2007, était aussi le résultat de la détermination avec laquelle les cinq poursuivaient désormais une double stratégie de pression et de négociations.

### Conditions pour d'autres progrès

Pour rompre durablement le cycle de l'escalade et de la désescalade, deux conditions sont avant tout indispensables: il faut premièrement protéger le nouveau consensus des cinq concernant une stratégie de la carotte et du bâton. Si la Corée du Nord a sans cesse pu tourner la question nucléaire en jeu du chat et de la souris, c'est surtout parce que les cinq poursuivaient des stratégies unilatérales et en partie incompatibles. Les sanctions de Macao étaient certes efficaces, mais ont aussi acculé la Corée du Nord et contribué à l'escalade du conflit. La pression est indispensable mais doit être supportée équitablement par toutes les parties et accompagnée d'un dialogue et de flexibilité. Un facteur important sera de voir si la coopération actuelle entre les Etats-Unis et la Chine dans la question nucléaire subsistera si les relations bilatérales venaient à se dégrader à cause d'autres thèmes comme Taiwan ou des questions commerciales.

Deuxièmement, une solution durable à la crise atomique ne sera possible que si les intérêts centraux de tous les acteurs impliqués sont pris en compte. Abstraction faite de l'objectif commun des cinq de dénucléariser la Corée du Nord, ces intérêts se présentent comme suit:

*Corée du Nord*: les dirigeants communistes craignent que Washington n'ait l'intention

d'occasionner un changement de régime. Leur peur existentielle des Etats-Unis trouve ses racines dans la guerre de Corée et est aujourd'hui alimentée par la présence des forces armées américaines au Japon et en Corée du Sud, la rhétorique de l'«axe du mal» et l'invasion de l'Irak. Pyongyang voit dans la possession d'armes atomiques la défense la plus efficace contre une attaque américaine. Les garanties de sécurité américaines sont par conséquent un objectif de négociation central de Kim Jong Il. L'aide économique constitue un second objectif, étant donné que la stratégie «Songun» (priorité à l'armée) et l'idéologie du «Juche», qui postule l'autarcie économique du pays, ont précipité ce dernier dans une crise économique et humanitaire massive. La Corée du Nord attend en outre du Japon reconnaissance et réparation pour l'abus sexuel des «femmes de réconfort» pendant la seconde guerre mondiale.

**Corée du Sud:** la coexistence avec son voisin du Nord présente pour Séoul un intérêt fondamental. Bien que la réunification du pays soit postulée comme vision, elle ne peut être de l'avis sud-coréen qu'un objectif à long terme qui dépend largement

**Russie:** à part les intérêts économiques, la Corée du Nord revêt aujourd'hui pour Moscou une importance subalterne. La Russie revendique cependant une place à la table des négociations et attend d'être reconnue comme grande puissance en Asie du Nord-Est.

**Japon:** Tokyo se sent directement menacée par les programmes d'armes atomiques et de missiles de la Corée du Nord et a par conséquent longtemps eu une attitude critique vis-à-vis d'une politique du dialogue. Les enlèvements de ressortissants japonais par des agents nord-coréens dans les années 1970 et 1980 continuent d'alimenter les conversations dans les rues japonaises. Tokyo a par conséquent fait dépendre le financement de livraisons d'énergie d'une entente sur cette question.

**Etats-Unis:** les deux objectifs prioritaires des Etats-Unis sont de préserver la stabilité régionale et leur propre rôle en tant que principal acteur de la sécurité en Asie du Nord-Est ainsi que d'empêcher la Corée du Nord de céder la technologie nucléaire à des acteurs étatiques et non étatiques. Bien qu'il n'y ait plus, depuis l'attentat

mesure le régime actuel préfère une «instabilité planifiée» à une évolution économique comme moyen de maintenir le pouvoir.

Comme la Corée du Nord s'isole du monde extérieur depuis plus de cinq décennies, son évolution ne se laisse influencer que de manière très limitée. Des mesures visant à intensifier les contacts entre la Corée du Nord et ses voisins et à amener sur la péninsule coréenne un climat de détente seraient d'autant plus importantes. La Suisse et d'autres Etats doivent aussi se sentir interpellés ici en plus des cinq.

### Le rôle de la Suisse

Dans le cadre de la Commission de surveillance neutre (CSNN), des soldats suisses sont stationnés depuis 1953 sur la ligne de démarcation entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Bien que leur présence revête aujourd'hui une importance principalement symbolique, elle reflète cependant les longues années d'engagement de la Suisse en faveur de la paix sur la péninsule. A la fin des années 1990, la Corée du Nord et la Corée du Sud, les Etats-Unis et la Chine avaient eu recours aux bons services de la Suisse pour les pourparlers à quatre de Genève. Une offre de médiation de la Suisse dans la partie de poker atomique, avancée en 2003 à l'occasion de la traversée symbolique de la ligne de démarcation par Michelle Calmy-Rey, ministre des Affaires étrangères, a par contre été réduite à néant.

Petit Etat européen, la Suisse ne peut guère contribuer à la solution de la crise nucléaire spécifique. Il est par contre tout à fait concevable qu'elle apporte d'importantes contributions au rétablissement d'un climat de confiance sur la péninsule coréenne grâce à ses connaissances locales, à sa tradition de médiatrice et à son expertise en sécurité coopérative remontant à la CSCE. Des mesures possibles ont été présentées en juin 2007 dans une étude financée par la Suisse et la Suède et rédigée conjointement par le CSS et le SIPRI. On citera par exemple l'organisation d'ateliers avec des représentants de Corée du Nord et du Sud pour identifier des projets communs visant à rétablir un climat de confiance ou la mise sur pied de forums avec des représentants non gouvernementaux (*track two*) pour accompagner et étayer plus largement les pourparlers à six.

Comparaison de la Corée du Nord et du Sud		
	Corée du Nord	Corée du Sud
Population	23,3 millions	49 millions
PNB par habitant	US\$ 1800 (estimation)	US\$ 24 500
Main-d'oeuvre dans l'agriculture	36 %	6,4 %
Raccords téléphoniques	980 000 (2003)	26,86 millions (2006)
Forces armées (sans réserves)	1 106 000	687 000

Sources: CIA World Factbook 2007 ; IISS Military Balance 2007

du développement économique de la Corée du Nord en raison des coûts auxquels il faut s'attendre. La Corée du Sud ne partagera une position de négociation dure dans la question nucléaire que tant que les mesures internationales n'accroîtront pas le risque d'un effondrement soudain du régime nord-coréen.

**Chine:** les principaux intérêts de Pékin sont la stabilité régionale et le développement économique en Asie du Nord-Est. La Chine veut elle aussi éviter à tout prix un effondrement de la Corée du Nord car elle compterait parmi les principales victimes. Le scénario le plus avantageux pour la Chine serait probablement un «statu quo entre les deux Corées» exempt d'armes atomiques, avec une Corée du Nord chinoise réformée sur le plan économique.

contre un avion de Korean Airlines en 1987, de signes que la Corée du Nord soit mêlée à des attentats terroristes, elle figure toujours sur la liste des «State Sponsors of Terrorism» des Etats-Unis. Washington insistera pour que l'armement nucléaire de la Corée du Nord soit soigneusement vérifié par l'AIEA.

### Quel avenir pour la Corée du Nord?

Même si l'on en arrive un jour à une solution durable de la crise nucléaire, les questions fondamentales de l'évolution interne de la Corée du Nord et de l'avenir des relations intercoréennes restent ouvertes. Au milieu des années 1990, une famine a coûté la vie à 1-2,5 millions de Nord-Coréens. Malgré une aide étendue de la Chine et de la Corée du Sud, le pays souffre encore d'une pénurie alimentaire et d'un apport énergétique insuffisant. On ne sait pas bien dans quelle

Editeur responsable: Daniel Möckli  
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch